

La France parmi les pays européens les plus accablés par la crise : voilà pourquoi



Alexandre Mirlicourtois - Directeur de la conjoncture et de la prévision 25/05/2020

L'activité économique a comme fondu d'un tiers du jour au lendemain en Europe et c'est une récession historique qui s'annonce. Bruxelles prévoit ainsi une chute de 7,4% du PIB de l'Union Européenne cette année quand elle anticipait encore une croissance de 1,4% à l'automne dernier.

Ce choc est d'une violence extrême, mais ce n'est qu'une moyenne. Même incomplet, le détail des chiffres du 1er trimestre de 22 pays dévoile une Europe fracturée. C'est le Sud du continent qui est actuellement le plus affaibli. Sur les cinq économies ayant accusé les plus fortes baisses de leurs PIB, 4 se situent au Sud. Si c'est en France que le coup est le plus rude avec un PIB enfoncé de plus de 21% en rythme annualisé sur les trois premiers mois de l'année, les baisses sont également spectaculaires en Italie et en Espagne (de 20 et 18%). Le Portugal fait à peine mieux avec un recul proche de 15%.

Seule exception, la petite île de Chypre avec une croissance en repli de 5,1% seulement mais c'est n'est pas une économie majeure de la région. Quant aux données sur la Grèce, elles ne ne sont pas encore disponibles, mais le pays pèse trop peu (moins de 6% du PIB des pays du Sud) pour modifier significativement le centre de gravité de cette partie de l'Europe qui s'enfoncé. Face à ce bloc, il y a à l'opposé la majorité des PECO qui s'en sortent avec beaucoup moins de dégâts : la Bulgarie et la Roumanie (2ème économie de la région) font notamment partie du club des trois économies encore en croissance début 2020. Suivent la Lituanie, la Hongrie et la Pologne (la place forte régionale) dont les replis du PIB ont finalement été

contenus. La situation est revanche plus délicate pour la Lettonie et la République tchèque et plus délicate encore pour la Slovaquie. Une position qui s'explique par les mesures très énergiques décidées par son gouvernement pour contrôler la pandémie.

Dès l'apparition des premiers cas seulement, écoles, bars, hôtels et restaurants ont été fermés et les prises de températures rendues obligatoires à l'entrée des travailleurs sur les sites de production. Un peu comme en France, l'Etat a aussi « nationalisé » une partie de la masse salariale en prenant en charge (à hauteur de 80%) les salaires des employés des établissements contraints de fermer. Les économies du Nord ont également été largement épargnées. Cela va de la Finlande dont la croissance est parvenue à rester positive, c'est le 3ème membre du club des trois, à la Suède qui se maintient quasiment. La situation est en revanche plus détériorée en Norvège et au Danemark mais nettement moins que la moyenne des membres de l'UE.

Parmi les économies majeures de l'Europe continentale, l'Allemagne, l'Autriche les Pays-Bas ont des positions assez proches avec des replis du PIB respectivement de 8,6, 9,6 et de 6,7%. Pays européen le plus sévèrement touché par l'épidémie, la Belgique se rapproche du groupe des pays du Sud avec un décrochage de son PIB de 15%. Quant au Royaume-Uni, la casse reste pour l'heure encore limitée.

En simplifiant maintenant à trois grands ensembles de pays, le premier, ceux dont le PIB s'est effondré de plus de 10%, les accablés en quelque sorte, puis ceux dont la croissance, a glissé entre -5 et -10%, c'est à dire les pays impactés et enfin les épargnés dont la croissance n'est pas descendue en dessous de -5%, la carte de l'Europe montre des lignes de fractures très nettes entre le Nord et l'Est en partie à l'abri, une partie centrale et enfin au Sud-Ouest, des économies en souffrance.

Bien entendu la virulence de la pandémie, la réponse plus ou moins musclée des pays et les modalités de soutien expliquent une partie de ces divergences. Mais ce n'est pas là finalement que le cœur de l'analyse doit être posé. Cette carte rentre en effet en collision avec deux autres. D'abord, celle de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB Sans en être le reflet parfait, il existe des beaucoup de similitudes. L'Est et le Nord sont globalement plus industriels que le Sud et l'Ouest de l'Europe, beaucoup plus penchés vers les services, notamment le tourisme. Or à l'heure de la reprise, ce sont les services qui vont rester à la traîne.

La première raison, c'est qu'il n'y aura pas de retour rapide à la vie d'avant. Les contraintes de distanciation sociales pèseront encore longtemps et vont continuer de peser sur toutes les activités qui impliquent de la promiscuité et des contacts interpersonnels, autrement dit pratiquement tous les services. Le rattrapage bute ensuite sur l'impossibilité fonctionnelle de certaines activités à rattraper l'activité perdue.

Dans beaucoup de services ce qui est perdu à un moment donné n'est tout simplement pas rattrapable et les effets saisonniers interdisent toute seconde chance. On comprend mieux ainsi l'empressement de certains à rouvrir leurs frontières et faire démarrer le plus vite possible la saison touristique estivale, c'est une question de survie. Autre carte qui fait sens celle de l'endettement des pays, donc de leur plus ou moins grande capacité à soutenir leur croissance : une fois de plus le découpage, fait apparaître les mêmes lignes de fractures. Il y a, dans cette crise, une triple peine. Une qui relève du pur hasard : le Covid-19 ne touche pas de la même manière les pays. Mais, en plus, il sévit surtout là où les services, principalement le tourisme, sont des déterminants clés de la croissance sans possibilité de rattrapage et où les moyens d'action publics sont les plus limités.

Ce ne sont donc pas les pays les plus durement impactés par la crise du Covid-19 qui rebondiront le plus. Le risque est donc bien celle d'un écartèlement insupportable et au bout du chemin, le risque d'explosion de l'Union Européenne. C'est bien pourquoi la France avec l'Allemagne ont jeté les bases d'une relance européenne, car il y a danger.